



Aux Secrétaires Généraux de syndicats  
Aux Secrétaires Généraux des Unions locales  
Aux responsables des professions en territoire

## **Pourquoi débattre sur le sujet industriel, est-il devenu si urgent et tellement nécessaire ?**

L'avenir de notre pays, de ses emplois, est fortement dépendant de l'existence ou non d'une solide capacité productive sur le territoire national. Nous pouvons affirmer qu'un pays sans industrie est un pays sans avenir.

La recherche d'aujourd'hui qui crée les emplois de demain a besoin d'un débouché industriel pour tester, améliorer et réaliser ses inventions. L'appareil industriel doit se transformer pour bénéficier de l'apport de nouvelles technologies et mieux répondre aux besoins sociaux et aux enjeux environnementaux, mais on ne reconstruira pas une industrie sur les ruines de l'actuelle que l'on sacrifierait.

L'industrie française est en déclin depuis plusieurs années, atteignant 10 % seulement du PIB en 2016 contre 16 % en moyenne dans la zone euro. L'emploi industriel a quant à lui reculé de près de 25 % en quinze ans pour se situer aujourd'hui autour de 3 millions de salariés. En Côte d'Or, 14,2% des salariés travaillent dans l'industrie. Les grands groupes larguent les amarres. L'année 2015 a vu la prise de contrôle par des firmes étrangères de Lafarge, Alcatel-Lucent et de l'essentiel d'Alstom. Demain, cela pourrait être le tour d'Areva et pourquoi pas d'EDF.

S'il faut tempérer cette perte d'emplois par un transfert vers les activités de service au travers de la sous-traitance, il n'en reste pas moins que le déclin industriel est préoccupant.

Par ailleurs, il est à noter que les salaires dans l'industrie sont de 20 % supérieurs en moyenne à ceux dans les services.

Depuis 2012, ce sont 900 usines qui ont mis la clé sous la porte. En Côte d'Or, les exemples sont nombreux ; TRW, USHIN, fermeture d'un site d'Amora, Schneider Electric, Laboratoire Fournier ... Par voie de conséquence, notre pays ne produit plus assez de biens et de services pour répondre à ses besoins et il est dans l'obligation d'importer 60 % de ses produits industriels. Cette situation conduit à un déficit structurel de la balance commerciale qui nous entraîne dans une spirale austéritaire, si on ne prend le problème que par le bout du déficit ou du fameux « coût du travail ».

Durant la même période de désindustrialisation, les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 5 % de la valeur ajoutée dans l'industrie à 25 %. C'est donc un quart de la richesse créée dans l'industrie qui est mis au service de la finance alors que cela devrait être l'inverse.

Industries et services publics vont de pair. L'installation d'entreprises est facilitée par les infrastructures existantes en termes de réseaux, écoles, santé, etc. Quand une région se désindustrialise, cela entraîne la fermeture des services publics et la désertification de ses territoires. En Côte d'Or, les fermetures de bureau de postes, de guichets en gare, d'agences des impôts, de la CARSAT, de services hospitaliers ... se multiplient.

Des services publics solides, accessibles à tous sont les garants de l'égalité et de la cohésion sociale. Nous militons pour le développement des services publics qui répondent aux besoins de la population en termes de santé, d'éducation, de formation, d'énergie, de logement, de transport, de sécurité, de ramassage des déchets, etc.

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés : accroissement des inégalités, dérèglement climatique, raréfaction des ressources fossiles et des matières premières, ne se résoudront pas avec les politiques et les modes de pensées qui les ont générés.

Questionner notre mode de développement, c'est partir des besoins, de l'appareil productif nécessaire pour permettre leur satisfaction, de la nature de la production dans un cadre durable et économe des ressources. C'est engager l'économie circulaire, l'éco conception. Mettre en place la formation initiale et continue des salariés, permettre l'élévation du niveau des connaissances, impulser la recherche, débattre de son rôle, de la maîtrise citoyenne de ses implications, de la place de la science dans la société, de la conception du progrès technique afin qu'il retrouve le lien avec le progrès social. Face aux questions historiques posées à l'humanité, la démocratie devient l'enjeu central.

Réindustrialiser le pays au lieu de délocaliser pour ensuite réimporter les produits avec des bilans carbone et sociaux défavorables, répondre aux besoins, reconstruire des services publics de haut niveau, socle de la solidarité et du vivre ensemble, dans la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie, les transports, développer les coopérations antagoniques au dumping social et exigeant des développements qui ne se fassent plus les uns au détriment des autres, tels sont les enjeux qui sont devant nous aujourd'hui.

La brutalité des remises en cause des droits, indique, par effet miroir, le niveau de l'enjeu et par conséquent celui du rapport de forces et des mobilisations à développer ensemble. Car les uns à côté des autres, on est moins forts.

Elever le rapport de forces passe par celui de la prise de conscience pour permettre l'élargissement. Diffuser nos propositions et nos projets concrets et pratiques y contribue.

La campagne politique actuelle parle peu des problèmes de fond que représente la place de l'industrie et des services publics. A nous de mener le débat avec les salariés afin d'imposer une autre vision que celle de la finance. Oui l'être humain est une richesse, oui seul son travail crée de la richesse et oui c'est bien le capital qui coûte et ampute tous nos possibles.

**Le 21 mars sera pour la CGT, une grande journée de mobilisation avec des initiatives diverses sur tout le territoire afin qu'industries et services publics soient au centre des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Sans oublier bien entendu les services qui se développent de plus en plus, en particulier en lien avec l'industrie.**

**En Côte d'Or, le 21 mars sera l'occasion de décliner les assises de l'industrie qui se sont déroulées le 22 février afin de partager nos connaissances, nos expériences permettant de faire émerger des liens, des situations communes propices à des initiatives et projets communs.**

**C'est notre rôle de travailler des propositions de développement à partir des entreprises, services ..., d'agir pour ne pas rester spectateurs des reculs, des fermetures d'entreprises, des services publics, des licenciements.**

**Salariés, syndiqués, nous avons des idées. Allons de l'avant, partageons les pour gagner des avancées !**